

l'annonce de la stratégie canadienne en matière de commerce international « Horizon le Monde ».

Plusieurs activités ont eu lieu dans cette région de l'Asie du Sud-Est, notamment en Indochine, en Corée et en Chine. Le Ministère a participé activement au processus de paix au Cambodge. Les échanges commerciaux entre le Canada et la Corée ont d'ailleurs connu une hausse importante.

Avec des échanges totalisant près de 19 milliards de dollars en 1989, le Japon est devenu le principal partenaire commercial du Canada à l'étranger. Un programme complet de promotion commerciale a été conçu pour permettre aux entrepreneurs canadiens de tirer parti de ce marché en pleine croissance. Les investissements directs des Japonais, qui dépassent à ce jour les 4 milliards de dollars, sont concentrés dans l'industrie automobile, la pâte et le papier, ainsi que le tourisme.

Le Ministère a mis sur pied le programme « Pacifique 2000 », lequel est destiné à resserrer les liens entre le Canada et la région Asie-Pacifique. Au Japon, par exemple, un nouveau Fonds pour la science et la technologie, qui totalisera 25 millions de dollars en cinq ans, a été créé dans le but de faciliter la coopération dans ce domaine.

Ce programme permet également de subventionner des activités de promotion commerciale et des programmes perfectionnés d'apprentissage de la langue et des réalités japonaises.

Des groupes autochtones du Canada ont participé aux célébrations qui ont marqué le 150e anniversaire de la Nouvelle-Zélande, et ils ont pris part aux cérémonies des Jeux du Commonwealth.

Les exportations canadiennes à destination de l'Europe de l'Ouest ont totalisé 13,3 milliards de dollars en 1989. Grâce aux efforts diplomatiques déployés par le Canada, l'équivalent de 100 millions de dollars de papier journal de fabrication canadienne a pu être admis en franchise de droits à l'intérieur de la Communauté européenne.

En Europe de l'Est, le Canada a oeuvré au sein du Groupe des 24 nations afin d'empêcher tout bouleversement économique susceptible de compromettre les réformes en cours en Europe centrale et en Europe de l'Est. Le Ministère a mis sur pied un programme de coopération au budget de plus de 72 millions de dollars destiné à favoriser la stabilisation économique en Pologne et en Hongrie. Un groupe d'étude a été formé pour appuyer les